

De : François Nicolas <fnicolas@ens.fr>
Objet : **Qui-vive (12-06-11)**
Date : 12 juin 2011 18:25:08 HAEC



2 pièces jointes, 476 Ko

Qui vive ? مَنْ الْقَادِمُ ؟ [*mani_l-qâdim ?*]

dimanche 12 juin 2011 : <http://www.egalite68.fr/Qui-vive/12-06-11.pdf>

Points du jour :

- Citation du jour
 - Comment la corruption fait émerger les cafards...
- Palestine
 - Une très sévère mise en garde des EU par un responsable saoudien
- Syrie
 - Une affiche
 - Le point de vue de Vergès
- Iran
 - Un film

CITATION DU JOUR

Vassili Grossman (*Années de guerre*)

Les hitlériens symbolisaient l'immense mensonge de la vie. Et partout où leur pied se posait, du fond de l'obscurité remontaient à la surface la couardise, la trahison, la soif de lâches assassinats, de répression sanglantes contre les faibles. Ils appelaient à eux tous les noirceurs, comme dans une vieille légende un mot maléfique évoque les esprits du mal.

Cette nuit-là, la petite ville suffoquait de tout ce qu'il y avait d'obscur et de malfaisant, d'infect et de sordide, et qui, éveillé, galvanisé, mis en émoi par l'arrivée des hitlériens, se portait à leur rencontre. Des caves et du fond des ravins, on vit sortir les traîtres, les pusillanimes ; ils déchiraient et brûlaient dans leurs poêles les livres de Lénine, leurs cartes du Parti, leurs lettres, ils arrachaient des murs les portraits de leurs frères. Des paroles flatteuses d'apostasie mûrissaient dans l'esprit des gens faibles ; des projets de vengeance naissaient pour une querelle de commère au marché, pour un mot échappé incidemment. Les cœurs se pénétraient de cruauté, d'égoïsme et d'indifférence. Les lâches, craignant pour eux-mêmes, méditaient de dénoncer leur voisin pour sauver leur propre peau. Il en fut ainsi dans toutes les villes, grandes ou petites, dans tous les pays, partout où les hitlériens posaient le pied. Un dépôt trouble remontait du fond des rivières et des lacs ; les crapauds émergeaient de l'eau ; les chardons envahissaient les champs de blé.

PALESTINE

Une impressionnante mise en garde

(texte intégral en anglais à la suite)

Palestine: la mise en garde saoudienne à Obama

Quand il intervient dans les médias, c'est généralement avec un message très pointu: le prince Turki Al-Fayçal, fils du feu roi Fayçal, ancien ambassadeur saoudien à Washington, et ancien chef, surtout, des services secrets saoudiens, publie ce dimanche dans le Washington Post une tribune sur le conflit israélo-palestinien qui comporte des menaces à peine voilées.

Selon le prince saoudien, l'administration Obama fait une faute grave si elle met son veto à la reconnaissance de l'Etat palestinien à l'ONU en septembre, comme l'a clairement fait comprendre Barack Obama dans son discours du 19 Mai en indiquant que Washington "s'opposera" aux efforts pour "délégitimer" Israël.

- "There will be disastrous consequences for U.S.-Saudi relations if the United States vetoes U.N. recognition of a Palestinian state".

L'ex-ambassadeur réfute l'argument ressassé par les Américains selon lequel ce n'est pas l'ONU qui peut créer un Etat (mais la négociation). Il rappelle que la création de l'Etat d'Israël en 1947 a été avalisée par l'ONU.

- "Why should Palestinians not be granted the same rights the United Nations accorded to the state of Israel at its creation in 1947?"

Le prince annonce que le Royaume saoudien compte utiliser "*sa considérable puissance diplomatique*" (comprenez : money) pour soutenir la quête palestinienne de reconnaissance internationale à l'ONU.

Si les Américains pensent qu'Israël est un allié indispensable, ils vont bientôt s'apercevoir que d'autres acteurs dans la région ne sont pas moins indispensables, prévient-il. Au premier chef, "*la rue arabe*".

- "*American leaders have long called Israel an "indispensable" ally. They will soon learn that there are other players in the region — not least the Arab street — who are as, if not more, "indispensable."*"

Réaction d'autodéfense d'un régime qui se sent menacé par le Printemps Arabe ? Qui s'est senti quelque peu visé par l'évolution de la diplomatie américaine même si Barack Obama n'a pas prononcé le nom de l'Arabie Saoudite dans son discours ?

Qui espère "sauver" sa légitimité en ralliant autour de lui les défenseurs de la cause palestinienne ?

Quoi qu'il en soit, on sent la colère dans le texte. Si l'administration Obama a accueilli fraîchement l'initiative française d'une conférence internationale sur la Palestine, pour éviter le séisme de l'automne sur la reconnaissance, elle va peut-être réexaminer ses positions...

En 1967, poursuit le prince, les Arabes ont dit non à la paix. Et ils ont eu "*ce qu'ils méritent*".

Maintenant ce sont les Israéliens qui disent non, accuse-t-il. Avant d'ajouter: "*Je préférerais ne pas être là quand ils auront ce qu'ils méritent*"...

- "*Now, it is the Israelis who are saying no. I'd hate to be around when they face their comeuppance*".

http://www.washingtonpost.com/opinions/palestinian-rights-wont-be-denied-by-the-united-states-and-israel/2011/06/07/AGmnK2OH_story_1.html

Failed favoritism toward Israel

But U.S. domestic politics and Israeli intransigence cannot be allowed to stand in the way of Palestinians' right to a future with a decent quality of life and opportunities similar to those living in unoccupied countries. Thus, in the absence of productive negotiations, the time has come for Palestinians to bypass the United States and Israel and to seek direct international endorsement of statehood at the United Nations. They will be fully supported in doing so by Saudi Arabia, other Arab nations and the vast majority of the international community — all those who favor a just outcome to this stalemate and a stable Middle East.

Obama has criticized this plan as Palestinian "efforts to delegitimize Israel" and suggested that these "symbolic actions to isolate" Israel would end in failure. But why should Palestinians not be granted the same rights the United Nations accorded to the state of Israel at its creation in 1947? The president must realize that the Arab world will no longer allow Palestinians to be delegitimized by Israeli actions to restrict their movements, choke off their economy and destroy their homes. Saudi Arabia will not stand by while Washington and Israel bicker endlessly about their intentions, fail to advance their plans and then seek to undermine a legitimate Palestinian presence on the international stage.

As the main political and financial supporter of the Palestinian quest for self-determination, Saudi Arabia holds an especially strong position. The kingdom's wealth, steady growth and stability have made it the bulwark of the Middle East. As the cradle of Islam, it is able to symbolically unite most Muslims worldwide. In September, the kingdom will use its considerable diplomatic might to support the Palestinians in their quest for international recognition. American leaders have long called Israel an "indispensable" ally. They will soon learn that there are other players in the region — not least the Arab street — who are as, if not more, "indispensable." The game of favoritism toward Israel has not proven wise for Washington, and soon it will be shown to be an even greater folly.

Commentators have long speculated about the demise of Saudi Arabia as a regional powerhouse. They have been sorely disappointed. Similarly, history will prove wrong those who imagine that the future of Palestine will be determined by the United States and Israel. There will be disastrous consequences for U.S.-Saudi relations if the United States vetoes U.N. recognition of a Palestinian state. It would mark a nadir in the decades-long relationship as well as irrevocably damage the Israeli-Palestinian peace process and America's reputation among Arab nations. The ideological distance between the Muslim world and the West in general would widen — and opportunities for friendship and cooperation between the two could vanish.

We Arabs used to say no to peace, and we got our comeuppance in 1967. In 2002 King Abdullah offered what has become the Arab Peace Initiative. Based on U.N. Security Council Resolution 242, it calls for an end to the conflict based on land for peace. The Israelis withdraw from all occupied lands, including East Jerusalem, reach a mutually agreed solution to the Palestinian refugees and recognize the Palestinian state. In return, they will get full diplomatic recognition from the Arab world and all the Muslim states, an end to hostilities and normal relations with all these states.

Now, it is the Israelis who are saying no. I'd hate to be around when they face their comeuppance.

SYRIE

Une affiche





Mardi de la Renaissance

7 juin

Le temps de la 'naksa' est révolu.

Le temps de la trahison est révolu.

Le temps de la vente est révolu.

La *naksa* ("revers" en arabe) = la défaite de 1967...

Le point de vue de Jacques Vergès

Interview de Vergès pour le média libanais (du Hezbollah) *al-Manâr*

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=19266&cid=18&fromval=1&frid=18&seccatid=37&s1=1>

Jacques Vergès : « En Syrie, il faut défendre l'Etat actuel ! »

Infatigable défenseur, judiciaire et politique, des résistants au Nouvel Ordre mondial, Jacques Vergès, qu'on a vu récemment aux côtés de Roland Dumas dans Tripoli bombardée, a bien voulu nous recevoir pour nous donner son sentiment sur ce qui se passe ou pourrait se passer en Syrie. Une analyse sans complaisance de la dérive morale et géopolitique de l'Occident américano-centré et un optimisme raisonné sur l'évolution de la situation, en Syrie et ailleurs.

-Tout d'abord, quelle est votre analyse de la situation en Syrie ?

-Jacques Vergès : Il y a très clairement une tentative de déstabilisation extérieure de la Syrie. Dans ce pays l'Arabie saoudite est à la manœuvre, via les groupes salafistes qu'elle inspire et finance. Et, bien sûr, les Etats-Unis supervisent cette ébauche de guerre civile. Israël, Etat frontalier et ennemi de la Syrie, et qui dispose de services de renseignements et d'action assez performants, est selon moi directement impliqué aussi. Et je n'aurai garde d'oublier le rôle moteur que, joue, sur le plan diplomatique, la France pour discréditer et isoler le régime syrien.

Je ne nie pas pour autant qu'il existe des problèmes sociaux en Syrie. La France aussi connaît de graves problèmes sociaux et l'on peut même dire que la société française est confrontée à un certain nombre de blocages. Mais les ennemis intérieurs et extérieurs de la Syrie baasiste font tout pour jeter de l'huile sur le feu. Quant à moi, je suis très clairement un ami de la Syrie telle qu'elle est.

-Quel est selon vous le – ou les – ressort de l'attitude de Nicolas Sarkozy dans cette affaire ?

-J.V. : Sur un plan strictement idéologique, il y a l'incontestable philo-sionisme et philo-américanisme de ce président, qui rêve d'être le meilleur élève européen, ou le premier ex-aequo avec le Britannique David Cameron, de la « classe OTAN ». Et l'on touche là à un aspect plus personnel et psychologique du personnage : son désir pathétique de se hisser à ce statut d'homme d'Etat qui joue dans la « cour des grands » de ce monde, statut qu'une large majorité de l'opinion française semble lui dénier aujourd'hui. Et puis il y a tous ces échecs intérieurs – économiques ou sécuritaires – qu'on essaye de faire oublier aux électeurs par des roulements de mécanique guerrière ; c'est un procédé vieux comme le monde politique.

Enfin il y a le lourd passif de la diplomatie française vis-à-vis du printemps arabe, tunisien et égyptien : de Fillon passant ses vacances aux frais de Moubarak à « M.A.M. » proposant à Ben Ali l'expertise française en matière de répression policière, il y a là pas mal de choses à faire oublier, le plus vite possible.

Et cela donne notamment cette guerre non avouée contre Kadhafi, décidée dans la précipitation et sans objectif politique clair sur simple injonction de Bernard-Henri Lévy, par-dessus l'épaule d'Alain Juppé et de Gérard Longuet. Une politique aventureuse, qui ne pourra déboucher que sur le chaos, et le gâchis de vies humaines et de richesses.

Et qui est déjà un échec, comme la guerre d'Afghanistan : Kadhafi résiste, moins à cause de son armement supérieur que du soutien dont il continue de bénéficier dans une large part de la population libyenne, et aussi parce que les opposants soutenus à prix d'or par les Occidentaux font chaque jour la preuve de leur vacuité, non seulement militaire mais politique.

Face à cette résistance, les médias ressortent les bons vieux bobards de la guerre psychologique : est-ce que vous avez entendu cette pittoresque « information » diffusée sur nos télévisions ? Kadhafi aurait distribué du viagra à ses soldats pour les inciter à violer les femmes des rebelles ! Quand on en est réduit à ce type de propagande, c'est vraiment que ça va mal !

-Pour vous, l'action occidentale, en Libye comme en Syrie, est, en quelque sorte, improvisée, mal pensée, vouée à l'échec. On s'attendrait cependant à moins d'amateurisme de la part de l'administration américaine et de l'OTAN...

-J.V. : Mais voyez le gâchis inepte perpétré par les Américains en Irak depuis près de dix ans : ils ont lancé une guerre sous des prétextes bidons pour abattre Saddam Hussein, un « dur » du camp arabe face à Israël. Et après d'innombrables victimes et de gigantesques dégâts, ils ont donné le pouvoir à la majorité chiite, autrement dit à l'Iran, leur ennemi public n°1. C'est de la grande géopolitique, ça ?

N'importe quel analyste ou connaisseur de la région aurait pu prédire ce résultat à Bush et à sa clique néo-conservatrice ! Cette situation ubuesque a inspiré au grand intellectuel américain Naomi Chomsky cette boutade un rien désabusée : « Je croyais qu'on était allé en Irak pour lutter contre le fanatisme islamiste et on les a mis au pouvoir ! »

Eh bien, c'est la même chose en Libye : on fait donner la grosse artillerie contre Kadhafi, qui s'était cependant rapproché de l'Occident – et que Sarkozy, naguère, avait reçu avec les égards qu'on sait – et on n'a comme solution de rechange que des « bras cassés » impuissants et infiltrés d'ailleurs par des islamistes radicaux, qui ne représentent au mieux que la province de Cyrénaïque – et même là leur représentativité m'apparaît pour le moins fragile. Et est-ce que la « détermination » française – ou anglaise – résistera au premier hélicoptère, ou aux premiers commandos terrestres, abattus ?

Et quant à la Syrie, si les Américains et leurs amis saoudiens parvenaient à renverser le régime de Bachar al-Assad, ils livreraient le pays ipso facto à des sectaires sunnites qui mettraient ce pays moderne à l'heure de Ryad, ce qui à terme sera lourd de conséquences pour Israël et ses protecteurs américains.

Cela dit, je reste optimiste, pour la Syrie et même la Libye. La majorité du peuple syrien sait que c'est la guerre civile et la destruction de leur pays que leur apporteraient les opposants officiels plus ou moins fantoches des Américains et les groupes armés infiltrés sur le terrain. Les Syriens ne veulent pas que leur pays devienne un nouvel Irak.

-Et si le but de guerre des Américains et de leurs auxiliaires européens et arabes c'était justement, à défaut de contrôler la Syrie, de la détruire, de la faire revenir un demi-siècle ou plus en arrière, comme certains stratèges d'Outre-Atlantique s'en sont vantés pour l'Irak ?

-J.V. : Mais précisément l'exemple irakien montre que c'est une politique à courte vue, et dangereuse pour les intérêts géostratégiques de Washington : l'Irak aujourd'hui n'a jamais été aussi proche de l'Iran. Et la création de fait d'un Etat autonome kurde dans le nord du pays a contribué à éloigner la Turquie des Etats-Unis. On ne gagne rien à créer des situations incontrôlables, le chaos que vous avez créé vous reviendra dans la figure tel un boomerang géopolitique !

Et qu'aura gagné Miss Clinton quand des djihadistes paraderont dans les rues de Tripoli, après celles de Benghazi ? Pour ce qui est de la Syrie, je crois que l'appui dont continue de bénéficier le pouvoir de Bachar al-Assad demeure l'obstacle le plus efficace contre les manœuvres américano-israélo-saoudiennes.

-Donc, en Syrie comme ailleurs, l'Occident pratique la fuite en avant, la politique de la canonnière au jour le jour ?

-J.V. : Exactement. Parce que l'Occident est malade. Economiquement. Politiquement. Et surtout moralement. Pour moi, ces coûteuses gesticulations militaires, de Kaboul à Tripoli en passant par Bagdad sinon Damas, sont comparables aux spasmes d'un agonisant.

L'Amérique notamment est très malade, de son économie ruinée, de sa dette colossale, de son dollar devenu une monnaie de Monopoly, de ses escroqueries géantes à la Madoff. Et aussi de l'arrivée sur le « marché géopolitique » de puissances émergentes, ou ré-émergentes comme la Russie, la Chine, l'Inde, le Brésil.

Pour garder un semblant de légitimité morale et politique, et donc un leadership mondial, on se fabrique un ennemi, un « Grand Satan » comme dirait les Iraniens, qui fasse oublier aux opinions internes la faillite imminente. Mais quel crédit moral accorder à des puissances qui pratiquent en permanence le « deux poids, deux mesures » ?

Pour nous en tenir au Proche-Orient, on bombarde Tripoli et on menace Damas, quand on laisse Israël poursuivre, en dépit de résolutions répétées de l'ONU, la colonisation et la répression sanglante, quand on laisse les troupes saoudiennes réprimer au Bahreïn, autre pion américain dans le Golfe, un mouvement populaire de contestation. On stigmatise le fanatisme iranien, quand on s'appuie sur l'Arabie Saoudite théocratique pratiquant la forme la plus sectaire et obscurantisme de l'Islam.

Je pourrais aussi vous parler longuement de la Côte d'Ivoire, où la France, exauçant ainsi le choix américain, a décrété qu'Alassane Ouattara était le gentil démocrate du film, et Laurent Gbagbo le méchant, alors que l'ONU a fait la preuve des nombreuses exactions des troupes de Ouattara contre la population civile, et du climat de terreur qu'elles ont instauré dans leur fief du nord, pendant ces fameuses élections présidentielles. Et si on nous explique que M. Ouattara ne contrôle pas ses troupes, c'est tout simplement un incapable !

Je le répète, ces expéditions coloniales en Afrique et au Proche-Orient – après les deux anciennes puissances coloniales, française et britannique, sont en première ligne militaire et diplomatique en Afrique du Nord comme dans l'ancien Levant – sont la preuve de la mauvaise santé de leurs instigateurs.

L'Amérique est malade ? Et la France donc ! L'affaire DSK illustre pour moi, la faillite morale et politique des élites social-libérales, usées et corrompues ; et cette faillite morale s'ajoute à la faillite des institutions et à celle de l'économie, sans oublier l'insécurité : chacun voit que l'Etat français, qui bombarde Tripoli, est incapable de faire entendre raison aux caïds de banlieue !

Qu'on s'étonne ensuite qu'un président comme Sarkozy, dernier avatar de cette caste gouvernante, cherche à se refaire une virginité et une stature sur le dos des Libyens et des Syriens ! Imposture ! Imposture et spasmes de mourant ! L'Occident risque bien de

crever de son cynisme et de sa faillite morale !

-Pour finir, vous vous montrez plutôt optimistes quant à l'évolution de la situation dans ces pays de la « ligne de front » ?

-J.V. : Oui. Les Américains et leurs séides peuvent faire pas mal de dégâts – on le voit en Libye, et en Afghanistan, ou encore au Soudan, on l'a vu en Irak et en ex-Yougoslavie. Je ne crois pas qu'ils pourront avoir raison contre des peuples et des nations : on le voit ou on le verra en Syrie, en Libye, en Egypte, au Liban et en Palestine. En Syrie, il faut être vigilant face aux manœuvres de déstabilisation et aux opérations de désinformation.

-Maître Vergès, merci beaucoup !

IRAN
Un film
Une séparation

Film iranien de Asghar Farhadi bien intéressant, non pas tant sur les rapports homme-femme (et donc sur la question de l'amour) que sur un possible traitement des contradictions de classe comme contradiction au sein du peuple (et non pas comme contradiction antagonique). Ou encore: la séparation du couple, que suggère le titre du film, s'avère porter sur le rapport différencié au pays et aux gens du peuple.

Ce qui est vraiment intéressant, c'est qu'on pressente toute la capacité de faire un tel film dit quelque chose de l'Iran d'aujourd'hui, de sa grandeur: un tel genre de film ne serait malheureusement guère envisageable dans la France d'aujourd'hui (il n'est que de comparer la justice et la police telles que mises en scène dans ce film), singulièrement dans la "comédie dramatique" à la française...

Qui plus est - deux cerises sur le gâteau -

1) il y a une belle figure d'homme et deux belles figures féminines (une jeune fille et une femme du peuple).

2) Les musulmans sont présentés comme des gens détenteurs d'un point subjectif où leur rapport à la vérité reste essentiellement incorruptible, un point (ici figuré par "le serment sur le Coran") qui se trouve alors convocable dans les rapports entre Iraniens.

Cinématographiquement, le film se tient (belle distance tenue aux visages, tous traités dans une égalité de beauté) sans cependant présenter des opérations "artistiques" vraiment novatrices.

Au total, dans le climat actuel d'iranophobie et de guerre occidentale programmée contre l'Iran, ce film me semble à conseiller dans le cadre même de ces *Qui-vive*.

Il va de soi que si tel ou telle parmi mes lecteurs ne s'accordait pas à cette lecture, je suis tout prêt à diffuser sa réaction.

fNi

[Égalité '68](http://www.egalite68.fr)
(site d'agitation politique)

<http://www.egalite68.fr>
egalite68@noos.fr / egalite68@numericable.fr

